



# Des larmes et des enseignements

**CORONAVIRUS** Au terme d'un tour de Suisse des cantons, la présidente du Conseil national, Isabelle Moret, tire de premières leçons de la crise. Même si elle refuse de sombrer dans l'alarmisme, elle estime qu'une meilleure coordination s'impose

Les présidents des Chambres trouvent dans leur fonction l'occasion de faire de la diplomatie parlementaire aux quatre coins du monde. Impossible en cette année 2020 durant laquelle le coronavirus a tout chamboulé. Renonçant, du moins provisoirement, à leurs déplacements à l'étranger, Isabelle Moret et Hans Stöckli ont entrepris un tour de Suisse en visitant la petite douzaine de cantons les plus touchés par la pandémie. Ils en reviennent marqués par des images fortes et, surtout, un grand besoin de coordination des efforts.

«Nous avons d'abord voulu exprimer notre reconnaissance au personnel sanitaire au front de la crise, mais aussi prendre le pouls du terrain», raconte Isabelle Moret. Mettre de la chair autour des chiffres froids et abstraits dont sont abreuvés les élus fédéraux. Et puis tirer de premiers enseignements alors que la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) entame ce jeudi 27 août ses travaux sur la loi Covid-19 en présence du ministre Alain Berset. Une rencontre est aussi prévue avec la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, et le chef de l'Économie, Guy Parmelin.

## «La vie n'a plus de sens»

Des images fortes, Isabelle Moret en retient beaucoup de ce tour de Suisse. D'emblée, tous les hôpitaux ont séparé le flux des patients Covid-19 de celui des autres. «Parfois, ces unités Covid-19 étaient d'immenses salles froides avec une alignée de lits sans séparation, comme en état de guerre.» Dans tout le pays, on pare au plus

pressé pour aplanir la courbe des cas de coronavirus, de manière à ce que les hôpitaux ne soient pas débordés. L'opération est en grande partie réussie. Tous les hôpitaux parviennent à augmenter leurs capacités d'accueil en matière de lits de soins intensifs. Mais le semi-confinement fait aussi des victimes collatérales: les aînés de la société reclus dans les EMS, dont certains se sentent ostracisés par l'interdiction des visites décrétée par les cantons. «Si nous ne pouvons plus prendre nos proches et nos petits-enfants dans nos bras, alors la vie n'a plus de sens pour nous», confient-ils à la première citoyenne du pays. Les larmes coulent.

Il y a aussi cette caravane de la solidarité à Genève, qui révèle des poches de pauvreté certes connues de l'ONG Caritas, mais insoupçonnées par une grande partie de la population. Parmi les gens qui patientent parfois des heures pour un sac de nourriture d'une valeur de 20 francs ne se trouvent pas que des personnes sans autorisations de séjour, mais aussi des mères séparées qui ne peuvent plus nourrir leurs enfants, ignorant qu'elles auraient droit à une aide sociale. «Je savais qu'il y avait des poches de pauvreté, mais pas de cette ampleur», admet Isabelle Moret.

Au-delà de ces moments de forte émotion, il convient déjà de tirer de premiers enseignements de la crise. «Le maître mot est la coordination à tous les niveaux», souligne Isabelle Moret. Entre tous les hôpitaux, entre les secteurs public et privé, et bien sûr entre les cantons et la Confédération.

Durant de longues semaines, le Service d'information et d'intervention (SII), une plateforme de la Confédération qui recense les infrastructures sanitaires à disposition, n'a pas fonctionné de manière satisfaisante. «Cet outil n'était pas adapté à une

situation de pandémie. Il aurait dû permettre d'avoir une vision claire du niveau de saturation des hôpitaux. Aujourd'hui, il a déjà été amélioré, mais pas suffisamment.»

## Capacité inutilisée

Dans le canton de Bâle-Campagne, les deux présidents ont aussi visité le laboratoire d'analyses médicales de l'entreprise Viollier. Surprise: la société, qui travaille avec ses propres réactifs, leur apprend que dès le mois d'avril elle aurait pu effectuer près de 8000 tests par jour, alors que la Confédération enjoignait à l'époque les hôpitaux à ne tester que les patients les plus malades. «A l'avenir, il faudra davantage s'appuyer sur les structures publiques et privées», en déduit Isabelle Moret. A l'heure où le monde sanitaire craint une deuxième vague de coronavirus, celle qui est aussi présidente de l'association des hôpitaux H+ estime la situation maîtrisée par les cantons et refuse de sombrer dans l'alarmisme. Selon elle, il faut se garder de comparer le nombre de nouveaux cas de coronavirus avec ceux du début de la pandémie. «En mars, on testait principalement les malades aux symptômes aigus susceptibles d'être hospitalisés alors qu'aujourd'hui on teste beaucoup plus largement. On devrait donc surtout tenir compte de l'indicateur des hospitalisations à l'avenir», souligne-t-elle.

Sur le plan sanitaire, Isabelle Moret se montre rassurée par son tour de Suisse, pour autant que les gestes barrières continuent à être respectés. Elle tire en revanche un tout autre constat au niveau économique. «Nous avons rencontré des entrepreneurs très inquiets, car ce virus va nous accompagner au moins jusqu'en été prochain.» Après la fin de l'aide apportée par la Confédération à travers le chômage partiel, l'hiver sera rude. ■ M.G.